

SOMMAIRE

<i>Présentation</i>	3
La Nouvelle Droite, le M.A.U.S.S. et la question du Tiers-Monde <i>par Serge LATOUCHE</i>	11
De l'esprit romantique et des conséquences de sa passion anti-économiste <i>par Louis BASLE</i>	31
La relativité pervertie <i>par Gérald BERTHOUD</i>	55
Holisme ou individualisme : un faux dilemme <i>par Pierre LANTZ</i>	71
Morphologie et Structure <i>par Jean CHIARRUTINI</i>	89
Transferts de concepts et développement <i>par Dominique PERROT</i>	103
Logique économique et déterminisme social Les parcours de la monnaie et de l'échange dans la Philosophie des Geldes de Georg Simmel <i>par A.J. HAESLER</i>	121
Livres reçus	141
Journées d'étude	146

Ce fichier constitue la version numérique du *Bulletin du MAUSS* n° 20.
Numérisation réalisée en 2014 par INGED, L'Ingénierie éditoriale,
76840 Hénouville, avec le concours du Centre national du Livre (CNL).
ISBN numérique : 978-2-914819-60-9



Édition originale : décembre 1986
N° d'inscription à la commission paritaire : 64-558
ISSN : 0294-4278
Dépôt légal : 48612

Présentation

L'ANTI-UTILITARISME COMME IDEOLOGIE

Le MAUSS est né et s'est structuré à partir d'un jeu de mots. Aurait-il connu un destin différent si les hasards de l'ordre signifiant n'avaient pas autorisé une coalescence bienvenue entre l'évocation d'un grand anthropologue et l'assignation à lutter contre l'utilitarisme des sciences sociales ? Ce n'est pas impossible. Toujours est-il que ce rapprochement quelque peu aléatoire a semblé suffisamment parlant aux lecteurs et auteurs du Bulletin du MAUSS pour permettre l'éclosion, depuis 5 ans, de discussions originales dans différentes directions : la réflexion sur la scientificité des sciences sociales ; l'investigation anthropologique sur l'échange et la circulation dans la société sauvage ; la critique des visions économistes du sous-développement et, plus généralement, de l'économie politique ; l'interrogation de la singularité historique de l'Occident moderne et du marché et, dans le sillage de cette interrogation, le débat avec le libéralisme économique. Sans compter, bien sûr, toute une série d'autres thématiques moins abondamment représentées et développées. Débat il y a eu donc. Et, de toute évidence, ses enjeux n'en étaient (n'en sont) pas seulement académiques. Par-delà l'intérêt purement théorique ou technique pour telle ou telle question abordée, ce qui a valu au MAUSS un dynamisme et une audience presque inattendus, ce sont certainement les virtualités éthiques, idéologiques et politiques que son nom même évoque. Bien sûr, si le jeu de mots a procédé du hasard, son acceptation fut parfaitement délibérée.

Encore fallait-il tôt ou tard l'assumer clairement en explicitant les enjeux qu'il implique, sans craindre de faire apparaître contradictions, différents et apories éventuelles. C'est une première discussion autoréflexive qu'a permise la journée du 15 juin dernier, organisée dans une salle prêtée par le Collège International de Philosophie et avec son concours. Les textes qui suivent, rédigés

par les principaux intervenants, donneront une idée fidèle de la teneur du débat. Tout en les présentant brièvement, qu'on permette à l'auteur de ces lignes un cursif rappel de ce qu'il disait lui-même en introduction à la journée¹.

Une bonne part de l'écho rencontré par le MAUSS a tenu, me semble-t-il, à la récurrence, dans nombre d'articles publiés de deux problématiques majeures. La première, jamais véritablement énoncée en tant que telle, pourrait, en forçant énormément le trait, se présenter sous la forme d'un slogan : «ni marché, ni État». La deuxième, au contraire, a été beaucoup plus explicite. C'est celle du relativisme culturel. Or ces deux problématiques sont lourdes d'ambiguïtés qu'il fallait bien se décider à aborder de front.

La première ne le fut guère. Elle deviendrait pourtant centrale si devait se développer de façon un tant soit peu structurée une idéologie, voire une philosophie politique (pourquoi pas ?) maussienne.

Comme ce n'est pas encore le cas, je dois ici parler en mon seul nom propre. Il est clair que les auteurs du MAUSS, dans la mesure même où ils sont anti-utilitaristes i.e. anti-économistes, ne peuvent être qu'hostiles a priori à cette cristallisation par excellence de l'économicisme que constitue le libéralisme économique. Mais cette hostilité n'a rien de viscéral ni d'absolu. Surtout, elle ne se déploie pas au nom d'une supposée rationalité économique, supérieure à celle du marché, dont serait porteur l'État. Celui-ci, en retour, même s'il n'inspire guère de passions, n'est pas pour autant chargé de tous les maux. S'il existe un embryon de credo maussiste partagé, c'est probablement celui qui porte sur l'idée que, par-delà le jeu de leur opposition, État moderne et marché sont coextensifs. Ils naissent de la même logique et se présupposent l'un l'autre. Ce qui ne revient pas à dire qu'ils se confondent. La question est donc légitime de savoir si est préférable relativement plus de marché ou relativement plus d'État. Mais elle ne l'est pleinement que pour autant que, dépassant l'échange d'arguments

1 J'aurais mieux fait, comme mes petits camarades, de rédiger un texte autonome, structuré et argumenté, mais je n'en ai pas eu le temps... Je mets donc à profit ma situation privilégiée « d'éditorialiste » pour glisser rapidement deux ou trois idées que la nécessaire brièveté d'un éditorial me dispensera opportunément de développer comme il conviendrait.

ou d'invectives, parfaitement réglé et monotone, entre libéraux et socialistes, on n'oublie pas la solidarité logique et historique des termes opposés. Qu'on n'oublie pas, surtout, que la question des « avantages » respectifs du marché et de l'État ne prend son plein sens que rapportée à celle des déterminants de la liberté. De ce point de vue, et contre tous les passésismes réactionnaire, il importe de noter que l'émergence simultanée du marché et de l'État a joué un rôle libérateur. Comme le rappelle parfaitement Louis Baslé, elle a desserré l'emprise de la société close et offert un recours, une échappatoire à l'arbitraire des puissants de l'Ancien Régime. Plus que dans le poids des armes et dans les séductions marchandes, n'est-ce pas là que le triomphe mondial de l'imaginaire démocratique européen (sous ses formes occidentales ou orientales) trouve ses causes les plus puissantes ? Reste que, comme on le sait depuis Marx, la liberté des travailleurs «libres» n'est pas dépourvue de contradictions ni de soumissions d'un nouveau type (L. Baslé n'a-t-il pas un peu tendance à l'oublier ?). Au minimum, on ne peut pas ne pas se poser la question de savoir dans quelle mesure le processus de libération n'est pas porteur d'une tendance à s'inverser en son contraire ? L'affranchissement vis-à-vis des anciennes hiérarchies, fondées sur la logique des relations de personne à personne, ne se paye-t-elle pas, sous couvert d'égalité, d'une subordination croissante aux mécanismes abstraits de l'État et du marché ? Qui aujourd'hui «vaut» quelque chose, socialement, autrement qu'au prorata d'un quantum de pouvoir d'achat et de pouvoir d'État déterminés ? Comment, à l'inverse, envisager la production sociale de sujets libres, susceptibles de conquérir leur autonomie vis-à-vis de la nécessité marchande et étatique ? Le seul énoncé de cette question sonnera peut-être utopique. Encore faudrait-il se demander ce qui le rend tel. À tout le moins la question est-elle impliquée, selon moi, par la démarche du MAUSS dont elle constitue une sorte de point de fuite. La difficulté, redoutable, est que cette visée d'un au-delà du marché et de l'État (au-delà qui ne saurait consister dans la visée de leur destruction mais dans celle de l'invention d'une marge de liberté effective par rapport à eux) n'est pas sans évoquer les équivoques du «ni droite ni gauche» de l'entre-deux

guerres et après. Évocation logique en apparence puisque, si l'on en croit l'historien Zev Sternhell² ce mot d'ordre a été celui de tous les anti-utilitarismes. Le hic étant que, toujours selon Sternhell, ceux-ci auraient tous eu une vocation totalitaire.

De quoi donner raison à L. Baslé et à son assimilation (absolue et nécessaire ?) de l'anti-économisme à un romantisme ambigu ? Faut-il en déduire que l'expérience du MAUSS ne devrait sa signification, en dernière instance, qu'à son totalitarisme implicite et sous-jacent ? Ce n'est certainement pas le sentiment de ceux qui le font et le lisent. Aussi bien les affirmations de Sternhell sont-elles souvent abusives. Les totalitarismes historiques nous semblent avoir consisté davantage en des hyper-utilitarismes (tout devant servir la cause du mouvement, rien n'ayant sens et légitimité qui ne lui fût utile) qu'en des utilitarismes véritables. La clé de l'énigme réside sans doute dans la distinction que suggère Ahmet Inel entre ce qu'il propose d'appeler un anti-utilitarisme méthodologique (l'appellation n'est peut-être pas très heureuse, puisque les totalitarismes ne se sont pas bornés à des considérations méthodologiques), exact opposé de l'individualisme méthodologique, et un «anti-utilitarisme pluraliste» ; anti-utilitarisme pluraliste qui ne se situerait pas tant dans l'hostilité du marché que dans la perspective de sa relativisation et de sa déprise sur l'existence sociale ; qui ne viserait pas la restauration de la communauté hiérarchique et homogène perdue mais l'édification d'un pluralisme réel.

L'énoncé de cette seule idée, si, comme je le crois, elle était partagée par les sympathisants du MAUSS, suffirait à démarquer l'anti-utilitarisme maussien de celui de la Nouvelle Droite, arcbuté au fantasme d'une «démocratie organique», enracinée dans les cultures homogènes au point d'en devenir quasi-monadiques, et régénérées par une petite élite autoritaire. Quel besoin y a-t-il, demandera-t-on, de se démarquer de la Nouvelle Droite ? Un besoin pressant, comme on s'en convaincra aisément en lisant la précise et lumineuse mise au point de Serge Latouche. C'est que les deux thématiques centrales du MAUSS, l'anti-économisme et le relativisme culturel, sont également celles de la Nouvelle Droite. Sur nombre de points il n'est

2 Zev Sternhell, «Ni Droite ni Gauche», Le Seuil.

effectivement guère facile de distinguer entre un discours maussien et un discours de la Nouvelle Droite. Avouons que ce n'est pas sans quelque inquiétude et incertitude que des gens venus de la gauche se retrouvent sur le même terrain que des anciens de l'Algérie française et d'ex (?) sectateurs d'un Occident musclé. Il serait cependant tout à fait dérisoire de prétendre trancher les débats par le rappel du passé des uns et des autres et de procéder par procès d'intention, comme le fait habilement la presse de gauche lorsqu'il lui arrive de parler de la ND. Comme si, face aux vacillements de l'identité de gauche, il fallait absolument se réinventer du bon vieux fascisme et en appeler contre lui à un consensus vertueux. Or le postulat de l'égalité des cultures, clé de voûte de la pensée de la ND peut difficilement être dit relever des fascismes traditionnels. Il peut, au contraire, sonner fortement maussien. S. Latouche relève suffisamment les contradictions du discours de la ND pour qu'il ne soit pas besoin de s'y appesantir ici. Ajoutons simplement qu'on comprend mal comment le postulat de l'identité des cultures se marie avec la critique de l'égalitarisme et avec la dénonciation des ravages qu'opérerait l'affirmation de l'égalité des individus.

Mais une fois rassurés par S. Latouche sur la solidité de notre identité, face à celle de la ND, reste entière la question essentielle : comment se dépêtrer des apories du relativisme Culturel ? Celles-ci ne sont-elles pas inhérentes à tout recours non-évolutionniste à l'anthropologie ? (les recours évolutionnistes alimentant, bien sûr, d'autres contradictions).

Gerald Berthoud, en tant qu'anthropologue et en tant qu'auteur d'un «Plaidoyer pour l'Autre» (Droz) pouvait difficilement ne pas réagir à l'utilisation qui est faite par la nouvelle droite du thème de l'altérité. Il montre ici comment l'absolutisation et la fétichisation de l'altérité transforment le plaidoyer pour l'autre en son inverse, un plaidoyer pro domo, plus ségrégationniste que dialoguiste. Au cœur du débat, l'ambiguïté de certaines formulations de Louis Dumont³. Celui-ci a eu le mérite de mettre pleinement en lumière la dimension proprement imaginaire (idéologique, dans son vocabulaire) de la

3 Cf. L. Dumont, «Homo Aequalis» (N.R.F.) et «Essais sur l'individualisme» (Seuil).

représentation occidentale moderne de l'individu, de l'économie et de l'égalité. Mais le «holisme» qu'il oppose à «l'individualisme» échappe-t-il totalement, quant à lui, à cet enracinement dans l'imaginaire ? On ne peut, nous dit L. Dumont, avoir à la fois l'égalité et la différence. Est-ce si sûr ? L'affirmation d'impossibilité ne repose-t-elle pas sur une identification peut-être trop hâtive de l'égalité à l'identité ? Et quand bien même L. Dumont aurait-il raison, qu'en déduire ? Qu'il faut, pour réaliser l'égalité, édifier une société régie par la seule logique de l'identité abstraite ? Ou bien que, pour conjurer les risques d'entropie dus à la perte des différences, il faudrait chercher refuge dans un holisme hiérarchique ? Mais fondé sur quelles valeurs ? C'est donc à juste titre, semble-t-il que Pierre Lantz nous invite à prendre garde de ne pas hypostasier les termes de l'opposition et à nous dégager du dilemme dans lequel nous plongerait une opposition trop tranchée entre holisme et individualisme ; ce dilemme qui fait que si nous nous réclamons de l'individualisme nous semblons accrédi-ter l'idée de la supériorité absolue de l'Occident et de la civilisation marchande-étatique sur toute autre civilisation et que si nous nous réclamons du holisme nous nous retrouvons aussitôt projetés du côté d'un passéisme hiérarchique, dans lequel nous ne nous reconnaissons pas, et dans la quête d'une communauté introuvable.

Sortir pour de bon du dilemme impliquerait qu'en soit résolu un autre, celui qu'alimente l'opposition du relativisme et de l'universalisme. N'est-ce pas au nom de valeurs universelles, les valeurs démocratiques de l'égalité, que nous plaidons en faveur des autres et nous faisons les apologistes du relativisme ? Or ce valeurs universelles sont nôtres, filles de l'Occident. Nous ne saurions affirmer la relativité absolue des valeurs sans nous contredire. Mais nous savons également que l'universel dont nous nous réclamons n'est pas celui de tous les Hommes, qu'il n'est justement pas universel. La voie en direction de la solution à ces contradictions ne réside-t-elle pas dans un dépassement de la dichotomie entre soi et les autres et entre universalisme et particularisme ? Ne passe-t-elle pas par la recherche d'un universalisme concret, d'une Raison non rationaliste susceptible de mener une réflexion, pas seulement de principe, sur

ce qui est effectivement universalisable dans chaque culture particulière⁴ ? Dans cette optique la question ne serait plus de savoir si l'Occident moderne, supposé individualiste, est, considéré en bloc, supérieur, inférieur ou égal aux autres cultures supposées holistes. Elle serait de savoir comment procéder à une recension organisée et réflexive des valeurs produites par les diverses sociétés connues et de démêler celles dans lesquelles l'ensemble des êtres humains pourraient se reconnaître, que chacun désire les pratiquer ou bien que chacun s'accorde à penser qu'il serait souhaitable que certains les mettent en œuvre⁵.

Quel est le statut de la Raison au-delà de la dichotomie et de la logique du discontinu ? C'est, au fond, ce même problème que, par un biais en apparence détourné et inattendu, pose Jean Chiarrutini dans un texte qui interroge l'histoire des mathématiques et nous montre le glissement progressif du plaisir mathématique qui semble aller actuellement du structuralisme discontinuiste à une recherche du continu. Ce sont les ravages opérés par l'universalisme abstrait, sous la forme d'une imposition par les planificateurs du développement de concepts économiques occidentaux à des populations qui n'y peuvent mais, que nous expose Dominique Perrot dans un article qui a le mérite de décortiquer au plus près le discours effectif de certains de ces planificateurs. On retrouvera, enfin, la question des ambiguïtés du marché avec la fin de l'article consacré par Aldo Haesler à la Philosophie des Geldes de Georg Simmel ; fin que nombre de lecteurs, vivement intéressés par le début, attendaient et qu'à la suite de fausses manœuvres techniques, ils n'avaient pu trouver dans le numéro précédent.

Il est difficile de préjuger de ce que les lecteurs de ce numéro en penseront. À nos yeux, par la qualité des textes réunis et l'importance des discussions qu'ils appellent, il témoigne d'une maturation certaine et d'une prise de conscience croissante par le MAUSS de son identité propre. Il vaut clairement la peine désormais de pousser l'autointerrogation plus avant. C'était, de toute façon, le souhait des

4 Et pas uniquement dans la seule culture posée comme universelle, la nôtre.

5 Par exemple : je peux considérer comme souhaitable qu'il existe des aventuriers sans pour autant désirer être aventurier moi-même.

participants à la journée du 15 juin dernier. Dans ce sens, il semble à la fois souhaitable et raisonnable de prévoir, à partir d'avril prochain, l'organisation de deux demi-journées de rencontres. La première pourrait consister en une interpellation des auteurs qui sont intervenus à la dernière réunion et ont écrit ici (faute de temps, les débats avaient dû être écourtés). La deuxième pourrait porter sur le thème suivant : où en est aujourd'hui l'éthique du travail ? Condense-t-elle toujours les valeurs nodales de l'ordre social et, si oui, est-il concevable qu'à terme, plus ou moins proche, les sociétés modernes soient fondées sur autre chose que les valeurs du travail ? Si nous avons beaucoup de courage et d'enthousiasme, nous pourrions également prévoir une troisième réunion qui nous permettrait de nous demander ce que nous pensons de la déclaration suivante de Karl Popper : «Je prétends que nous vivons dans un monde merveilleux. Nous autres Occidentaux avons l'insigne privilège de vivre dans la meilleure société que l'histoire de l'humanité ait connue. C'est la société la plus juste, la plus égalitaire, la plus humaine de l'Histoire.»⁶. À moins que la discussion de cette affirmation ne constitue l'objet de la seconde réunion. La première journée ne soulèverait pas de grande difficulté d'organisation. Il suffirait que chaque auteur rappelle en quelques minutes les grands thèmes exposés dans les articles ici publiés. Pour la seconde, il serait bon que deux personnes ou trois, prennent le risque d'ouvrir le feu par des communications pas trop longues. Appel est fait aux volontaires. Toute suggestion en ce sens, ou dans d'autres, seront les bienvenues. Dates, lieux, thèmes seront indiqués, une fois connus, dans le prochain numéro du Bulletin.

A.C.

6 In : «Revue française d'économie». N. 2, Automne 1986, FAYARA.